

Législatives du 20 décembre dernier :

Les Missions d'Observations de la CEDEAO, de l'UA et du Conseil de l'Entente satisfaites du déroulement du scrutin P.4

Nouvelle **OPINION**

Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC

N°604 du 24 Décembre 2018

Prix : 250F CFA

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Gilbert Bawara au sujet de l'après législatives :

" Il va falloir se consacrer davantage sur les véritables préoccupations et aspirations des Togolais "



P.2&5 Le ministre Gilbert Bawara

Résultats provisoires des législatives du 20 décembre :

UFC, NET, PDP, MPDD, MRC et Bâtir, P.5 l'incarnation de la nouvelle opposition



Agbéyomé Kodjo (MPDD)



André Johnson (UFC)



Gerry K. Taama (NET)



Abass Kaboua (MRC)



Innocent Kagbara (PDP)

TOGOCOM, privatisation, licenciement :

Que se passe-t-il dans la société de la téléphonie au Togo ?



Groupe Togocon

P.4&5

54e Sommet de la CEDEAO :

Les chefs d'Etat se félicitent de la tenue des élections législatives au Togo à la date convenue P.3



ANNONCES

Gilbert Bawara au sujet de l'après législatives :

"Il va falloir se consacrer davantage sur les véritables préoccupations et aspirations des Togolais"

Quelques heures seulement après la fin des élections législatives du 20 décembre 2018, le gouvernement tend la main à son opposition et l'invite à travailler ensemble pour recoudre le tissu social togolais en lambeaux. Le ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, Gilbert Bawara est monté au créneau dans une interview exclusive accordée aux agences de presse AfreePress et Savoirnews. Dans cet entretien dont le contenu vous est livré ici, le ministre revient sur le processus ayant conduit à l'organisation et la tenue de ces élections et l'atmosphère dans laquelle elles ont eu lieu. "Malgré les intimidations, malgré les menaces, malgré les appels à la violence, à destruction, les Togolais ont fait preuve d'un grand sens de civisme et de patriotisme en refusant de céder et de se livrer à cette dynamique destructrice parce qu'à la fin nous sommes tous des frères et des sœurs togolais et nous devons être en train de travailler ensemble. Il ne faut pas que les erreurs de certains de nos frères et sœurs qui ont décidé librement de rester en marge du processus électoral conduise le pays dans l'abîme. Le cataclysme qui a été promis aux Togolais n'a pas eu lieu", a-t-il laissé entendre.

Que reste-t-il à faire maintenant pour sortir des sempiternels problèmes politiques au Togo ? Selon le ministre Gilbert Bawara, il va falloir fermer la page des débats politiques et des élections. Ce qui ne signifie pas, a-t-il relativisé, qu'il ne faut pas continuer avec des efforts d'ouverture et d'apaisement du climat sociopolitique. "Mais il va falloir se consacrer davantage sur les véritables préoccupations et aspirations des Togolais pour des meilleures conditions de vie et de santé, de cohésion nationale et de création d'emplois. Voilà ce que nous espérons que ces élections apportent à notre pays", a-t-il dit.

Voici en intégralité l'entretien accordé par le ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative aux Agences de presse AfreePress et Savoirnews.

Bonjour M. le Ministre. Quel sentiment vous anime au lendemain de ces élections ?

Gilbert Bawara : C'est un sentiment de satisfaction parce que ces élections législatives posaient beaucoup de défis. Le premier défi était d'ordre sécuritaire. Assurer la sécurité et le bon déroulement du scrutin. Veiller à ce que tous les Togolais aussi bien ceux qui participaient au vote et ceux qui ne participaient pas ne soient en aucune manière affectés par des inquiétudes de quelle que nature que ce soit. Le deuxième défi qui était un défi d'ordre politique et institutionnel vise au renouvellement de l'Assemblée nationale. Il est désormais réalisée parce que dans les jours qui viennent on aura les résultats des élections législatives et après six (6) mois d'une phase intérimaire et transitoire, puisque l'actuelle Assemblée est en fin de mandat depuis le mois de juillet. Elle pourra être enfin renouvelée.

Par rapport à la situation et au contexte que le Togo a vécu depuis le mois d'août 2017, nous avons bon espoir que les élections législatives vont consacrer un tournant. Pas que par enchantement, tout va être comme si nous n'avions pas connu des moments de tumulte, des moments de tension et de contestations. Mais à partir de ces élections législatives, le gouvernement et la nouvelle Assemblée vont redoubler et intensifier d'effort pour apaiser davantage le climat



Le ministre Gilbert Bawara

sociopolitique et rassembler les Togolais autour d'objectifs communs et unir le pays. Il ne faut pas non plus se voiler la face, ces moments ont été marqués par beaucoup de reproches mutuels, et c'est pourquoi il était important que ces élections aient lieu. Et nous nous félicitons qu'elles ont eu lieu pour que nous puissions amorcer une nouvelle page de la vie nationale.

Vous disiez que, quel que soit le taux de participation ces élections restent politiquement et juridiquement valables. Pourquoi avoir dit cela ?

Gilbert Bawara : D'abord il faut constater que la participation et l'affluence dans les bureaux de vote ont été très variées et disparates. Autant dans certains quartiers de Lomé, le taux de participation a été très faible et parfois dans certains centres urbains, ce taux a été encore plus faible, mais dans l'ensemble il y a eu une forte mobilisation et un fort taux de participation de la population togolaise allant parfois au-delà de 90%.

C'est pourquoi il est impor-

tant de faire comprendre à nos citoyens qu'au Togo le vote n'est pas obligatoire. Et, quel que soit le niveau d'affluence et de mobilisation, des députés seront élus et leur légitimité et leur valeur juridique ne souffriraient d'aucune contestation. Et surtout ces députés agiront au nom et pour le compte de l'ensemble des citoyens qu'il s'agisse de délibérer ou d'adopter des lois. Qu'il s'agisse de contrôler l'action gouvernementale ou qu'il s'agisse d'interpeller les membres du gouvernement. Ils agiront pour nous tous. C'est pourquoi j'ai toujours pensé qu'au-delà du devoir civique et citoyen de participer au vote, il s'agit d'un acte de responsabilité.

Il est préférable que les citoyens participent au choix des femmes et hommes qui vont poser des actes au nom de nous tous. C'est pour cela que je disais qu'au-delà du taux de participation, la validité et la légitimité juridique et politique des élections ne pourraient jamais être soulevées et ça ne sera jamais soulevé.

Quelles étaient les attentes du gouvernement avant la tenue de ces élections ?

Gilbert Bawara : Le gouvernement n'avait pas d'attentes particulières et comme je l'ai dit le premier des défis étaient un défi sécuritaire et la protection du processus électoral et de nos concitoyens. Le défi c'était aussi la sécurisation et la protection des observateurs nationaux et internationaux.

Le calme, la tranquillité, la paix et la sécurité qui devraient caractériser ce processus électoral. Malgré les intimidations, malgré les menaces, malgré les appels à la violence, à la destruction, les Togolais ont fait preuve d'un grand sens de civisme et de patriotisme en refusant de céder et de se livrer à cette dynamique destructrice parce qu'à la fin nous sommes tous des frères et des sœurs togolais et nous devons être en train de travailler ensemble. Il ne faut pas que les erreurs de certains de nos frères et sœurs qui ont décidé librement de rester en marge du processus électoral conduise le pays dans l'abîme. Le cataclysme qui a été promis aux Togolais n'a pas eu lieu.

Le désastre qui a été promis aux Togolais n'a pas eu lieu et c'est ça l'essentiel. Maintenant il va falloir fermer la page des débats politiques et des élections, ce qui ne signifie pas qu'il ne faut pas continuer avec des efforts d'ouverture et d'apaisement du climat sociopolitique. Mais il va falloir se consacrer davantage sur les

véritables préoccupations et aspirations des Togolais pour des meilleures conditions de vie et de santé, de cohésion nationale et de création d'emplois. Voilà ce que nous espérons que ces élections vont apporter à notre pays.

A quand les résultats de ces élections alors ?

Gilbert Bawara : Nous souhaitons connaître les résultats de ces élections dans les heures qui viennent si ce n'est dans les jours qui viennent. Que nous sachions qui a été élu et qui n'a pas été élu. Mais en définitive, il va falloir pour les femmes et les hommes qui auront été élus, d'agir dans un esprit de responsabilité inédit. La crise que nous avons traversée a révélé un certain nombre de difficultés dans la société togolaise et il va falloir que l'Assemblée nationale en soit consciente.

Bien entendu il y a un sujet qui a toujours été une question qui a été toujours une source de crispation qui a toujours déchaîné les passions et les tensions, c'est la question des réformes constitutionnelles.

Aujourd'hui nous avons sur la table de l'Assemblée nationale un projet de révision constitutionnelle qui consacre des avancées et des innovations inédites et il faudra qu'en priorité, la nouvelle Assemblée s'attaque à l'adoption et à la mise en œuvre de ces réformes constitutionnelles pour que ce problème soit évacué et vidé une fois pour de bon pour que cette page soit tournée. Bien entendu moi j'ai toujours pensé qu'il faut faire très attention à ce que les sujets qui préoccupent la classe politique ne nous détournent pas des véritables préoccupations et attentes de nos populations. L'Assemblée nationale devra également travailler dans un esprit de collaboration avec le gouvernement pour que ces attentes et ses préoccupations soient satisfaites.

Croyez-vous qu'après ces élections ce sera la fin de la crise que le Togo connaît ?

54e Sommet de la CEDEAO :

Les chefs d'Etat se félicitent de la tenue des élections législatives au Togo à la date convenue

Le sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO a eu lieu samedi dernier à Abuja au Nigeria. Plusieurs Chefs d'Etat de la sous-région dont le Président de la République Faure Gnassingbé ont pris part à cette rencontre. Au cours des travaux, les Chefs d'Etat se sont penchés sur les questions économiques, énergétiques et d'intégration.

Au titre de la performance économique et de la mise en œuvre des programmes d'intégration régionale, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement a pris note des perspectives en matière de croissance économique de la région avec un taux de 3,0% par rapport à 2017.

En ce qui concerne la création de l'union monétaire, les participants ont pris acte des progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de la monnaie unique de la CEDEAO.

Pour ce qui est de la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace qui est un problème épineux et au regard du protocole signé à Dakar le 29 Mai 1979, les chefs d'Etat ont instruit le président de la commission d'organiser au cours du premier semestre 2019, une conférence de haut niveau pour y plancher. Les accords de partenariat économique entre la région Afrique et l'UE ont été également évoqués.

La conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation ont discuté de l'industrie comme promotion du secteur privé, de l'environnement, du changement climatique, de l'énergie et du développement des infrastructures.

Ce 54e sommet de la CEDEAO a été une occasion pour Faure Gnassingbé et ses pairs d'évoquer des questions liées à la paix, à la sécurité et à la démocratie. Pour ce faire, ils ont réaffirmé l'importance de la paix, de la stabilité dans l'espace CEDEAO pour le



développement économique de la région. Ils n'ont pas manqué de discuter de la situation en Guinée Bissau avec le rapport du comité ministériel de suivi.

Les chefs d'Etat ont exprimé leur préoccupation pour le retard observé dans la tenue des élections législatives en Guinée Bissau. Ils ont donné mandat au Président en exercice pour des sanctions à l'endroit des acteurs politiques qui enfreignent le bon déroulement du processus électoral dans ce pays membre de l'espace.

Pour ce qui concerne notre

pays, le Togo, il a été question d'examiner le rapport présenté par les facilitateurs du dialogue inter togolais, les présidents Nana Akufo-Addo et Alpha Condé conformément au mandat qui leur a été confié et à la feuille de route adoptée par la 53e session ordinaire de la conférence tenue le 31 Juillet 2018 à Lomé. Ils ont salué les efforts consentis par les deux facilitateurs.

Les chefs d'Etat se sont félicités de la tenue effective, le 20 Décembre 2018 des élections législatives, libres et transparentes dans la paix comme l'a prévu la feuille



de route.

Les participants ont cependant regretté la décision de la C14, de ne pas participer à ces élections en dépit des efforts considérables déployés par les facilitateurs pour des élections inclusives avec en toile de fond, une participation équitable de tous les acteurs à la CENI. Les chefs d'Etat sont aussi pour la mise en œuvre des réformes constitutionnelles en privilégiant la voie parlementaire.

La CEDEAO encourage le gouvernement à renforcer les mesures d'apaisement en prenant acte de la volonté des

autorités togolaises d'organiser les élections locales au cours de l'année 2019.

Enfin, la CEDEAO a lancé un appel pressant à tous les acteurs politiques à œuvrer en vue de la préservation de la paix, de la stabilité et de la cohésion sociale.

Des sujets sur la situation en Gambie, au Mali, des élections dans la région, la coopération internationale et l'harmonisation des positions des membres de la CEDEAO au niveau des organisations internationales ont été également au menu des échanges.

TCHAGNAO

Menaces des leaders de la C14 à l'endroit de la CEDEAO :

Quelle crédibilité pour Fabre après les législatives ?

Les élections législatives se sont déroulées le 20 décembre dernier au Togo sous l'œil vigilant des observateurs étrangers, dans le calme et la paix. Quelques jours après ces élections alors que la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO salve le Togo lors du sommet tenu à

Abuja, certains leaders de l'opposition menacent encore avec des propos incendiaires.

Jean-Pierre Fabre qui a décidé rester à l'écart du processus électoral arguant que la date des élections était précipitée pense que "la crise politique va s'amplifier".

Cette réaction laisse perplexe certains observateurs qui se demandent de quelles marges de manœuvres disposera Fabre pour faire décupler la crise qui désormais appartient au passé ?

Avant la tenue de ces élections, l'on connaissait la posture dans laquelle se trouvaient Fabre et ses

congénères lorsqu'ils avaient brandi la menace d'empêcher par tous les moyens ces élections. Cette option n'a pas marché puisque, le peuple a montré sa sagacité à tourner la page sombre de cette situation de crise en allant voter pour élire de nou-

Suite à la page 5

POLITIQUE

TOGOCOM, privatisation, licenciement :

Que se passe-t-il dans la société de la téléphonie au Togo ?

L'histoire de la privatisation du groupe TOGOCOM continue de faire sa route. Les analyses et commentaires font également leur petit chemin. De Togo Télécom en passant par Togo cellulaire jusqu'au groupe TOGOCOM, le chemin n'a pas été aisé à pratiquer.

On se rappelle tout le bruit et les commentaires engagés lors de la naissance du groupe TOGOCOM. Travailleurs, populations, journalistes, chacun avait son petit mot à dire. Au final, il y avait plus de peur que de mal. TOGOCOM a vu le jour sans que l'hécatombe prévue par les uns et les autres n'ar-

rive. Aujourd'hui encore, l'histoire semble vouloir se répéter.

Depuis le Conseil des ministres du début novembre 2018 qui a consacré la probable privatisation du groupe, une nouvelle psychose commence par voir le jour. Il se raconte un peu partout que des séries de licenciements seraient planifiées pour sacrifier ces citoyens qui depuis des années durant ont contribué à assoir une marque de la téléphonie au Togo. Les rumeurs sont devenues si persistantes que la Rédaction de Nouvelle Opinion a jugé utile d'en savoir plus.



De quoi s'agit-il exactement ?

Dans sa volonté de créer plus de rentabilités, le gouvernement togolais envisage une privatisation du groupe. En attendant que le preneur

soit connu et qu'il s'installe, des mesures internes sont prises.

Il s'agit de stimuler des départs volontaires pour permettre de réduire le personnel du groupe qui fait

aujourd'hui 1200 à au plus 800 pour répondre aux standards d'autres pays. Les départs volontaires sont accompagnés d'enveloppes qui tiennent compte, du salaire et d'autres critères.

Selon nos informations, cette mesure avantagerait plus les travailleurs à qui il resterait 1 à 5 ans pour aller à la retraite. Malgré tout, la mesure ne force personne.

Un cadre approché et qui a souhaité garder l'anonymat nous révèle que le départ volontaire selon les calculs fait à lui, lui permettrait de toucher jusqu'à 60 millions de fcfa. Un chauffeur de la boîte à qui il reste moins d'un an pour partir à la retraite a accès à environ 6 millions de FCFA.

En clair, les départs volontaires ne sont pas une contrainte. Elles sont plutôt un acquis, un avantage pour les agents qui voudraient bien partir.

Agents désireux de rester dans la boîte

Les agents qui désiraient conserver leur position dans la boîte jusqu'à l'arrivée du preneur n'auraient eux aussi aucun souci sauf dans le cas où le preneur trouverait l'effectif trop

Législative du 20 décembre dernier :

Les Missions d'Observations de la CEDEAO, de l'UA et du Conseil de l'Entente satisfaites du déroulement du scrutin

Depuis le 19 août 2017, le Togo a été confronté à une situation d'instabilité qui a eu de sérieuses conséquences sur la paix et la sécurité dans le pays. Cette situation a amené les Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEDEAO lors de leur 53ème session ordinaire du 31 juillet 2018, à retenir la date du 20 décembre 2018 pour la tenue des élections législatives. Ces élections ont effectivement eu lieu malgré le boycott du processus électoral par la C14.

Bien que la C14 ait choisi la voie du boycott, cette élection, selon les observateurs de la mission de la CEDEAO, de l'Union Africaine et Conseil de l'Entente s'est déroulée dans



La Mission d'Observation de la CEDEAO face à la presse

la paix, la transparence et sans aucun incident majeur. Cette élection a été suivie de près par les missions d'observation qui ont été déployées sur l'ensemble du territoire national par la CEDEAO, l'Union Africaine et le Conseil de l'Entente.

C'est une mission qui s'inscrit dans la poursuite des efforts visant à aider le Togo à consolider ses institutions démocratiques pour la préservation de la paix et la stabilité du pays. Tour à tour ces différentes missions se sont prononcées à travers des rencontres qu'elles ont eues avec la presse nationale et internationale.

Au niveau de la CEDEAO, par le biais du chef de mission, le Général Salou Djibo, ces législatives se sont déroulées dans le calme avec un taux de participation faible à Lomé par rapport à l'engouement observé dans les autres régions du pays.

Elle a noté une mobilisation relative des votants selon les

endroits et le bon déroulement du dépouillement. Par rapport à la sécurisation du processus, la mission n'a pas manqué de relever le professionnalisme qui a été constaté sur les lieux de vote par les forces de l'ordre et de sécurité.

Tout comme ceux de la CEDEAO, les observateurs de l'UA ont aussi fait le même constat sauf qu'à leur niveau, des recommandations visant à poursuivre et intensifier les efforts d'ouverture pour renforcer le climat de confiance et d'apaisement entre acteurs et composantes de la société togolaise ont été données par Mapon Matata Ponyo, qui est le chef de la mission. C'est également le même son de cloche pour l'équipe des observateurs du Conseil de l'Entente qui s'est déployée dans les localités de Lomé, Baguida, Agou, Avé, Tsévié et Aneho.

Elle s'est félicitée de ce que le scrutin législatif du 20 décembre soit déroulé dans le calme et la transparence grâce aux dispositions idoines prises par le gouvernement et la CENI et recommande à la



Photo de famille de la Mission d'Observation de l'UA

Suite à la page 5

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidbadin, P.A. Vée prolongé,
2ème carré après Pharmacie
Le Galien

Directeur de Publication:

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
Cel: 91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao
El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Dalikou Lynda A.

Imprimerie:

Direct Sprint

Tirage :

2.000 exemplaires

Suite à la page 6

Résultats provisoires des législatives du 20 décembre :

UFC, NET, PDP, MPDD, MRC et Bâtir, l'incarnation de la nouvelle opposition

Les résultats provisoires des élections législatives du 20 décembre dernier sont sortis depuis hier. C'est le Président de la CENI, le Prof Kodjona Kadanga qui a présenté ces résultats.

Les résultats partiels de ces législatives se présentent comme suit : UNIR : 59, les indépendants : 18, UFC : 6, le MPDD : 3, le NET : 3, le PDP : 3, Bâtir : 2, MRC : 1, Ave en Marche : 1.

Au regard de ces résultats, il y a lieu de comprendre qu'une nouvelle nomenclature de l'opposition togolaise qui se présente aux populations. Avant la tenue des échéances électorales, nous étions de ceux qui ont tiré la sonnette d'alarme pour rappeler que, le boycott en politique présente des conséquences néfastes. Nous n'avions pas été compris. Aujourd'hui, les faits nous donnent raison. Les leaders de l'opposition togolaise, ceux de la C14 qui posaient mordicus des exigences biscomues avant toute participation sont face à une équation difficile à résoudre.



André Johnson (UFC)



Agbényomé Kodjo (MPDD)



Abass Kaboua (MRC)



Gerry K. Taama (NET)



Innocent Kagbara (PDP)

La nature a horreur du vide. L'opposition traditionnelle qui a préféré rester à l'écart du processus électoral doit pouvoir attendre en 2020 pour les présidentielles afin de pouvoir mesurer son aura à travers les urnes.

Ces résultats viennent conforter l'idée de l'émergence de la nouvelle classe qui animera la vie politique de la nation.

Plus rien ne se fera au hasard et avec ces résultats connus depuis hier, le débat politique doit se passer au parlement et non dans les rues.

Les Togolais ont montré encore une fois leur grandeur d'esprit en allant choisir les représentants du peuple. Ceux qui auront tout le privilège de légiférer pour remettre le pays en selle avec des questions de relan-

ce économique et de développement du pays.

Nombreux sont ceux qui pensaient que ces élections ne présentaient aucun enjeu majeur. Mais depuis hier les Togolais l'ont compris en scrutant les résultats qui prouvent à suffisance que ces élections en valaient la chandelle.

L'UFC de Gilchrist

Oplympio, le MPDD de Gabriel Agbényomé Kodjo, le PDP de Bassabi Kagbara, le NET de Gerry Taama, le MRC de Kaboua Abass Frédéric et Bâtir de Fiacre et autres sont les nouvelles figures qui incarneront désormais l'opposition togolaise. Certains observateurs se demandent également quel- le serait l'avenir des partis

de la C14 surtout ceux qui ont des députés au parlement à l'instar de l'ANC, le CAR et l'ADDI ?

En politique, certaines erreurs payent cash et la nouvelle classe politique doit mettre l'intérêt de la nation au-dessus des intérêts partisans pour le développement de notre pays, le Togo.

TCHAGNAO

TOGOCOM, privatisation, licenciement :

Que se passe-t-il dans la société de la téléphonie au Togo ?

Suite de la page 4

pléthorique pour sa gestion.

En ce moment, il pourrait arriver des licenciements avec des droits. La différence entre celui qui part volontairement et celui qui est licencié se situe au niveau de la prime de départ volontai-

re qui est plus avantageuse que celle du licenciement.

Il revient à chacun de voir ce qui l'arrange surtout par rapport au nombre d'années qui lui reste pour son départ à la retraite. Plus de peur que de mal donc dans cette marche de la privatisation

engagée par le gouvernement.

Au demeurant, il y a lieu que les autorités togolaises ainsi que celles du groupe prennent le temps d'expliquer au mieux la situation aux agents.

Nouvelle Opinion

Menaces des leaders de la C14 à l'endroit de la CEDEAO :

Quelle crédibilité pour Fabre après les législatives ?

Suite de la page 3

veaux députés. Nous sommes tombés des nues de constater que les leaders de la C14 parlent encore " d'amplifier la crise ".

Sur quelle base et avec quelle crédibilité Jean-Pierre Fabre pense-t-il mettre encore le pays dans une situation inconfortable ? Si Fabre accuse la CEDEAO " de complaisance et même de complicité " à l'égard du pouvoir, nous voudrions bien croire sauf que, tous les Togolais savent les efforts consentis par la CEDEAO pour une élection inclusive.

La CEDEAO n'avait-elle



Jean-Pierre Fabre, ex-chef de file de l'opposition

pas favorisé le départ de l'UFC de la CENI pour permettre aux membres de la C14 d'y siéger ? On se rappelle dans quelles conditions Fabre et ses acolytes

ont refusé à leurs membres de prêter serment. Ces propos belliqueux et discourtois de Fabre sont des accusations mensongères puisque les Togolais ont

suivi de près le processus électoral qui a été boycotté par la C14.

Aujourd'hui, le vin est tiré. Avec la tenue de ces élections, il y aura une nouvelle configuration à l'assemblée nationale. Le désormais ex-chef de file de l'opposition, sans aucun député au parlement n'aura aucune crédibilité pour parler au nom du peuple.

Le refus catégorique de Fabre et comparse de participer aux législatives est un cinglant revers. Il paraît évident que les partis parlementaires de la C14 risquent de ne plus exister

fondamentalement sur la scène politique. Le débat politique se fera à l'hémicycle et non dans la rue. Ce qui prouve à suffisance que Fabre ne disposera plus d'assises nationale pour appeler le peuple pour de quelconques manifestations.

D'ailleurs, les Togolais ont compris que seules les élections déterminent la popularité d'un parti politique dans le giron politique. Si Fabre reste dans cette logique de faire amplifier la crise, il va sans dire qu'il doit falloir faire face aux lois de la République.

ALASSANI

ACTUALITÉ

Gilbert Bawara au sujet de l'après législatives :

"Il va falloir se consacrer davantage sur les véritables préoccupations et aspirations des Togolais"

Suite de la page 2

Gilbert Bawara : Le gouvernement n'est pas du tout naïf. Nous ne pensons pas que la tenue des élections doit conduire à baisser la garde et faire preuve de moins de vigilance notamment par rapport au défi sécuritaire. Nous savons qu'il y a encore dans la société togolaise de nombreux acteurs qui sont animés par la volonté de perturbation et d'agitation. À eux, nous lançons un appel à l'apaisement et à la fraternité parce qu'il y a toujours un temps de discorde, mais après il faut un temps de concorde. Un temps de rassemblement et de fraternité pour construire et développer notre pays.

Je voudrais deuxièmement dire que contrairement à ce que l'opposition prétend, tous les efforts d'ouverture et de compromis ont été consentis par le gouvernement et sa majorité. Au lendemain du 23 septembre 2018, beaucoup de Togolais et d'observateurs avaient pensé qu'il y avait un consensus sur la recomposition de la CENI. Il y a eu certes des dissensions, des contestations et des désaccords au sein de l'opposition parlementaire concernant la désignation consensuelle de ses membres et ensuite, les facilitateurs ont déployé d'immenses et de considérables efforts notamment avec les réunions et les échanges qui ont eu lieu à Conakry du 3 au 6 novembre 2018 et qui permettaient de régler les deux principaux problèmes qui sont d'une part, la recomposition de la CENI avec le retrait du représentant de l'UFC de la CENI au profit d'un représentant de l'ANC et deuxièmement, la prorogation du recensement électoral pour permettre à ceux qui avaient raté la précédente phase d'enrôlement des électeurs de pouvoir se rattraper.

Personne de bonne foi ne peut estimer que le gouvernement n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités puisque les deux mesures ont été intégralement respectées. Mais pour des raisons qui lui sont propres, la coalition a continué à ne pas vouloir

rejoindre la CENI, à ne pas vouloir participer au processus électoral. Nous avons bénéficié d'un accompagnement et de l'appui de la CEDEAO avec des experts qui ont été déployés au niveau de la CENI pour aider dans l'organisation et la supervision de l'élection. Le Togo a bénéficié de la présence d'observateurs, les listes électorales provisoires ont été affichées partout pour donner l'occasion à chaque citoyen de vérifier son inscription, mais également aux partis politiques de pouvoir faire les réclamations et les contestations sur le fichier électoral conformément à ce que prévoit le Code électoral et en définitive, le fichier a été audité et certifié par des experts indépendants de la CEDEAO.

Je crois qu'avec toutes ses mesures et avec les initiatives qui ont été prises pour assurer la mise en œuvre des réformes constitutionnelles, - malheureusement avec toujours le refus des députés de la coalition de participer aux débats et aux discussions, avec les mesures d'apaisement qui ont été prises à travers des libérations provisoires, à travers des mesures de grâce présidentielles, à travers les procès qui ont eu lieu et qui vont donner lieu à d'autres mesures d'apaisement, avec les initiatives qui ont été prises par le gouvernement togolais de deman-

der à la commission de la CEDEAO en liaison avec les autorités ghanéennes d'entrer en contact avec M. Tikpi ATchadam, de recueillir ses préoccupations et ses inquiétudes en matière de sécurité, de voir ce qui pourrait être prise comme mesure pour le rassurer et favoriser son retour et sa participation à la vie politique-, personne de bonne foi ne peut dire qu'il y a eu des manquements et des insuffisances de la part du gouvernement.

Nous comprenons que l'opposition pour des raisons qui lui sont propres a décidé de rester en marge du processus. Nous le déplorons parce que c'est une chance que nous venons de gâcher. Mais cela étant, le gouvernement et l'Assemblée nationale comme je viens de le dire, vont continuer à œuvrer pour que les Togolais se rassemblent autour des défis et des enjeux de développement économique de notre pays.

Peut-on espérer les réformes pour bientôt ?

Gilbert Bawara : Le gouvernement n'a d'abord pas vocation à interférer dans le l'agenda de l'Assemblée nationale. Mais je n'imagine pas que la nouvelle Assemblée nationale ne soit pas consciente et ne prenne pas suffisamment la conscience de la nécessité d'opérer les réformes constitutionnelles comme une priorité afin que

cette question ne soit plus un facteur de crispation et ne continue pas à alimenter des tensions et des contestations dans notre pays.

J'ai toujours pensé qu'entre concitoyens il nous faut un devoir de vérité. Si nous voulons construire une société de confiance, une société d'égalité et de justice, il faut que les problèmes que nous estimons être ceux du pays, soient évoqués, débattus et mis sur la table avec une certaine sincérité. À mon sens, il y a encore beaucoup d'insinuations, beaucoup de duplicité et beaucoup de simulations.

Entre la dynamique de contact d'échanges directs, le rôle que les autorités religieuses, traditionnelles et les organisations de la société civile devraient jouer, et ce que nous constatons sur le terrain, il y a une sorte de décalage. C'est pourquoi moi je plaide et je souhaite que, s'il y a des problèmes dans le pays il faut que nous sachions les mettre sur la table et que nous sachions en débattre dans la tolérance et le respect mutuel.

En second lieu, dans la vie de chaque homme et de chaque femme comme dans la vie politique, il faut savoir s'arrêter, jeter un regard rétrospectif sur le parcours effectué, s'interroger sur la pertinence, l'utilité et l'efficacité des actions que l'on a posées, les déclarations que

l'on a faites et si on se rend compte que tout ne va pas dans le bon sens, dans le sens de l'intérêt du pays dans le sens du bien commun, nous devons pouvoir tout ajuster. Les messages que nous continuons à entendre depuis le scrutin promettant qu'il y a une nouvelle phase de lutte sont des messages guerriers qui n'ont plus lieu d'être.

Dans la société togolaise, nous devons plutôt apaiser les esprits, promouvoir davantage de tolérance et travailler dans un esprit de concorde et de cohésion pour le développement économique et social. Si j'avais un message à lancer, je le résumerais par un appel à la fraternité, au respect mutuel, un message à la cohésion et au dépassement des uns et des autres. Personne n'aura raison tout seul contre les autres. L'élection c'est une étape de notre vie. Ce n'est pas la fin de l'histoire.

Pour reprendre une expression propre à un écrivain japonais qui avait écrit, il y a quelques décennies : " le dernier homme et la fin de l'histoire ". Ce n'est pas la fin de l'histoire. Après les élections le pays doit continuer à avancer et le pays gagnerait à avancer en rassemblant et en unissant l'ensemble de ses filles et de ses fils. C'est le message que le chef de l'État aimerait faire passer et nous espérons qu'il sera entendu.

Source : Afreepress

Législative du 20 décembre dernier :

Les Missions d'Observations de la CEDEAO, de l'UA et du Conseil de l'Entente satisfaites du déroulement du scrutin

Suite de la page 4

CENI la mise en place d'un mécanisme de renforcement des capacités des agents électoraux pour une meilleure maîtrise des procédures.

Pour la suite, les trois missions ont dans leur rapport invité les candidats et les partis politiques en lice à saisir la Cour Constitutionnelle pour tout contentieux électoral. Soulignons au passage que ces trois missions d'observations ont eu à manifester leur



Le chef de la Mission d'observation du Conseil de l'Entente

regret à la non-participation de la C14 au processus élec-

toral malgré les efforts des Chefs d'Etat de la sous-région

et surtout des facilitateurs pour des élections inclusives.

C'est le lieu pour eux d'inviter l'ensemble des Togolais qu'au regard des enjeux cruciaux liés à la consolidation de la paix dans le pays et à la reprise effective du dialogue et des réformes de s'abstenir de tout acte de violence et d'œuvrer pour l'unité nationale afin de promouvoir l'intérêt général et le développement du Togo.

Elom

Œuvre de charité :

Afia Mala au chevet des enfants d'Agodékè Kpota en ces fêtes de fin d'année

Demain mardi 25 décembre 2018, les chrétiens du monde entier célébreront la Noël. Pour cette occasion chacun s'active à son niveau pour apporter du sourire et de la joie aux enfants. La Diva de la musique togolaise Afia Mala, une femme au grand cœur qui ne cesse chaque année d'apporter sa modeste contribution aux enfants afin de les permettre de bien fêter était de nouveau au chevet des enfants déshérités.

Fidèle à sa tradition, Afia Mala pour ces fêtes de fin d'année a fait don de Kits aux enfants d'Agodékè Kpota de la banlieue Est de Lomé. Don qui a pris en compte une centaine d'enfants sans distinction d'âge, ni de catégorie sociale, ni de religion ou d'ethnie. Ces Kits composés de riz, d'huiles, de biscuits, de tomates et de bonbons... permettront à



Photo de famille : Afia Mala entourée des enfants

chaque enfant de bien fêter comme les autres enfants nantis.

A travers cette action de charité, Afia Mala fondatrice de la Fondation " Vie et vivre " a bien voulu donner un coup de main aux parents qui difficilement arrivent à joindre les deux bouts.

A travers ces moments de plaisir, Afia Mala a profité

de l'occasion pour écouter les chansons de Noël et autres fredonnées par des voix innocentes. C'était aussi l'occasion pour elle d'écouter quelques poèmes qui démontrent combien de fois ces jeunes enfants mettent à profit les instructions de leurs enseignants. Artiste de profession, elle ne s'est pas privée de se prêter à l'exercice en chan-

tant avec ces enfants.

Très heureuse, elle n'a pas

manqué de manifester sa satisfaction pour la façon dont cette bibliothèque de la Fondation Vie et vivre dans la zone, a suscité un véritable engouement des enfants pour la lecture. Préoccupée par la situation sociopolitique que traverse le Togo, Afia Mala a profité de cette circonstance pour anticiper ces vœux de nouvelle année à tout le peuple togolais et à la classe politique.

Pour elle tout se résume à la préservation de la paix et à la non-violence surtout en ces moments d'après élection.

Junior

Joyeuses fêtes de Noël et de Nouvel An!



Spéciale
fin d'année 2018*

JUSQU'À
-45%
sur le
DÉDOUANEMENT
✓ des marchandises*
✓ des véhicules

* Offre valable jusqu'au 31 décembre 2018
* Marchandises sous douane en souffrance

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Annonces

Jeudi, Vendredi,
Samedi et Dimanche!

Phrie de
BONUS
CHEZ TOGOCEL

Faites le plein de Mégas avec Togocel

600 Mo	2Jours	1500 F	500 F
1.7 Go	3Jours	5000 F	2000 F
3.5 Go	4Jours	10.000 F	3000 F
5.5 Go	5Jours	15.000 F	4000 F

Pour souscrire*919*9#



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

Lundi, Mardi et Mercredi !

Phries de
BONUS
CHEZ TOGOCEL

Bénéficiez jusqu'à **50% de Bonus**
sur toutes les recharges !

Jusqu'à
50%
de bonus

APPELS ET SMS INTRA RESEAU. SOLDE: *444*4#
BONUS VALABLE DE 20H à 05H



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015